

espoirs et inquiétudes

Après l'expropriation et la prise de possession officielle par l'Etat, son représentant, l'INCRA, est chargé du contrôle de l'*assentamento*. Les bénéficiaires d'une parcelle doivent faire l'apprentissage des contraintes d'un nouvel univers. L'INCRA impose la création d'une association des bénéficiaires dirigée par un bureau, forme juridique nouvelle. Il faut apprendre les règles de la discussion collective, et le vote des décisions. La plupart des démarches sont bureaucratisées, notamment pour obtenir des crédits : il faut remplir des dossiers, alors que beaucoup maîtrisent mal l'écrit. Pour y remédier, des cours d'alphabétisation sont mis en place.

Au lieu de l'interlocuteur unique qu'était le patron, ou son administrateur, les *parceiros* doivent désormais faire face à des interlocuteurs nouveaux, techniciens agricoles, employés d'organismes et de programmes d'aide aux sigles énigmatiques, représentants d'ONG, dont les règles et les procédures bureaucratiques sont difficilement compréhensibles. Ce nouvel univers, confus, favorise l'émergence de médiateurs (notamment les présidents d'association), souvent plus scolarisés que les anciens leaders syndicaux, et capables d'agir comme traducteurs entre mondes séparés, ce qui leur donne de nouvelles ressources dans un jeu de pouvoir modifié. Pour la plupart des *parceiros*, la forme collective imposée par l'INCRA ou le MST est une

contrainte insupportable, parce qu'elle limite l'autonomie qu'ils pensaient avoir conquise. Certains expriment leur désarroi en disant : « nous sommes ici des employés du gouvernement », indiquant ainsi qu'à leurs yeux l'Etat (avec qui les mouvements qui ont organisé l'occupation sont paradoxalement souvent identifiés dans l'esprit des non-militants) a pris la place du patron.

Les transformations économiques et sociales laissent leur marque sur les paysages. Dans nombre d'anciennes plantations, la canne a cédé la place à de nouvelles cultures. Pour beaucoup de travailleurs agricoles, qui rêvaient d'avoir leur petit lopin, l'accès à une parcelle signifie la possibilité de planter des arbres fruitiers ou des cultures vivrières (manioc, haricot, igname), pour nourrir la famille et vendre ; ils espèrent aussi élever un peu de bétail, ou un cheval pour porter leurs produits au marché.

S'ils reçoivent volontiers l'argent que la banque leur avance dans le cadre de crédits pour la réalisation de ces projets, ce qui représente une somme d'argent qu'ils n'ont jamais eue entre leurs mains, et leur donne accès à des biens de consommation jusque là inaccessibles, ils sont inquiets devant la perspective de s'endetter (« la banque ne pardonne pas »).

Les marchés de la région ont connu dans les dernières années



SENHOR MOURA, *parceiro* DE CIPÒ. Septembre 1999



Senhor Moura a appris à écrire sans jamais être allé à l'école. Il a rédigé un texte sur une page de cahier pour les membres de l'équipe, Alexandra Barbosa et Marie Gaille, qui étudiaient l'*assentamento* Cipò. Il regrette le temps du patron, et se plaint que l'entrepreneur chargé d'acheter les matériaux et construire les maisons ait disparu avec l'argent du crédit de l'INCRA.

« **D**ate: 17-9-99 Moura. J'habite ici depuis trente ans. Je travaillais [à la coupe de la canne] pour un sous-traitant, puis je suis passé dans la plantation avec un contrat. Depuis 1995, je suis devenu *parceiro*. Je vivais mieux [avant] parce que j'étais contremaître, je donnais les ordres et ne devais rien à personne. Aujourd'hui, je me trouve à devoir à la banque, et travaillant plus, et me disputant avec les *parceiros*, qui ne cessent pas de se mêler du travail des autres. [...] Cette maison, l'INCRA a donné 2 500 Reais pour qu'elle soit construite. Le président d'ici [de l'association], José Augusto [leader local du MST] a fait une réunion pour faire venir un maçon pour lui confier la construction des maisons. J'ai été d'accord, et ai fait affaire avec le maçon Morais. Il habite à Rio Formoso. Je ne suis pas allé parler avec lui du fait de nombreux problèmes. Je dis que je vis plus mal que ce que je vivais avant. [...] Je veux la justice. »